

Paris, 22 novembre 2007

L'Europe dans la Mondialisation

A l'occasion de son colloque européen des 22 et 23 novembre prochains, et après avoir dressé dernièrement le "portrait social des Français dans l'Europe",

le Centre d'analyse stratégique vous présente en avant-première le DOSSIER SPÉCIAL qu'il a réalisé sur la situation économique et sociale de l'Europe dans la mondialisation, en vue de nourrir les discussions !

Le dossier spécial (plus de 80 pages) sera consultable à partir du 22 novembre sur www.strategie.gouv.fr.

En Résumé

Le dossier comprend plus d'une cinquantaine de tableaux, soit une compilation inédite de données comparées sur :

- UE et niveaux de richesse
- L'UE dans le commerce mondial
- L'UE dans les marchés internationaux des capitaux
- La compétitivité de l'UE dans la concurrence mondiale
- La démographie de l'UE
- La cohésion sociale de l'UE dans la mondialisation
- Les perceptions de la mondialisation par les Européens
- L'UE et ses leviers d'action dans la mondialisation

Pages suivantes : le dossier spécial en résumé !

Centre d'analyse stratégique
18 rue de Martignac
75700 Paris cedex 07
Téléphone 01 45 56 51 00
www.strategie.gouv.fr

Contact : Caroline de JESSEY
01 42 75 61 37 – 06 21 80 35 63
caroline.de-jessey@strategie.gouv.fr

UE et niveaux de richesse

Le niveau de richesse par habitant dans l'UE est en moyenne inférieur à celui de ses principaux concurrents de l'OCDE

Au sein des pays de l'UE-27, le PIB par habitant varie de 1 à 7 environ

Les pays de l'UE sont par ailleurs mieux classés au regard de l'indice de développement humain des Nations Unies qu'en termes de PIB par habitant

A partir d'un indice composite de niveau de vie, notamment fondé sur la durée du travail et la soutenabilité, la plupart des pays européens sont moins bien classés qu'en termes de PIB par tête

La Chine poursuit son industrialisation et l'Inde sa tertiarisation, dans un contexte global de développement des activités de services dans les économies des pays de l'OCDE

Au cours de la dernière décennie, le rattrapage des économies des grands pays émergents se poursuit alors que l'UE25 présente un déficit de croissance par rapport aux Etats-Unis

40% de l'emploi dans le monde se concentre dans les activités de services contre 72% dans les économies développées

L'UE dans le commerce mondial

L'UE-25 est le premier exportateur mondial devant les Etats-Unis et la Chine

Sur la période récente, la contribution des pays européens (UE 19) de l'OCDE au commerce mondial diminue

Les deux premiers fournisseurs extérieurs de l'UE sont aujourd'hui les Etats-Unis et la Chine, devant la Russie et le Japon

La mondialisation se traduit par une réduction sur longue période des coûts de transport et de communication... et de celui du traitement de l'information

Le prix de l'ensemble des matières premières augmente.

Ceux des métaux et de l'énergie connaissent les plus fortes progressions, de respectivement +330% et +230% depuis 2003

Centre d'analyse stratégique
18 rue de Martignac
75700 Paris cedex 07
Téléphone 01 45 56 51 00
www.strategie.gouv.fr

Contact : Caroline de JESSEY
01 42 75 61 37 – 06 21 80 35 63
caroline.de-jessey@strategie.gouv.fr

L'UE dans les marchés internationaux de capitaux

La croissance des flux internationaux de capitaux au cours de la période 1995-2005 a été beaucoup plus élevée que celle du PIB mondial

Les investissements directs étrangers des pays européens se concentrent très largement dans les pays de l'UE (78%) tandis que les USA sont leur premier bénéficiaire extérieur (12%)

Au sein des BRICs, les investissements directs des pays de l'UE-25 s'effectuent principalement à Hong Kong et au Brésil

Dans la zone Euro, les taux d'intérêt réels à court terme et, dans une moindre mesure ceux à long terme, sont inférieurs à ceux des Etats-Unis et du Japon.

Depuis 2000, l'Euro s'est fortement apprécié vis à vis du dollar et du Yen

Les réserves en devises étrangères des grands pays émergents augmentent sur la période récente, celles de la Chine et de l'Inde ont été multipliées par respectivement 8 et 6 depuis 2000

La compétitivité de l'UE dans la concurrence mondiale

Dans l'UE-27, la productivité du travail (personne en emploi) varie de 1 à 5 selon les pays. En moyenne, elle est sensiblement supérieure à celle du Japon et inférieure à celle des Etats-Unis

Le classement mondial en termes de productivité horaire du travail laisse toutefois apparaître que plusieurs pays membres devancent les Etats-Unis

La croissance de la productivité du travail (par personne en emploi) au sein de l'UE est comparable à celle du Japon et inférieure à celle des Etats-Unis, avec néanmoins de fortes disparités au sein des pays membres

Dans l'UE-15 et aux Etats-Unis, les évolutions du nombre total d'heures travaillées et de personnes en emploi convergent sur la période récente

... du fait d'un recul relatif du nombre d'heures travaillées par personne en emploi dans l'UE

Le nombre d'heures annuelles ouvrées par personne en emploi varie fortement entre les pays membres de l'UE

L'UE dépense en moyenne moins pour l'enseignement (environ 5,5% de son PIB en 2003) que les USA (+ de 7%), ce retard étant plus marqué dans certains pays

Le moindre investissement éducatif de l'UE est particulièrement net en matière d'enseignement supérieur, où il est deux fois moindre que celui des USA, notamment en raison de la faiblesse des dépenses privées

Les deux tiers des Européens de 25 à 64 ans sont détenteurs d'un diplôme du secondaire, cette proportion atteignant parfois 80 % (pays anglo-saxons, PECO) et demeurant inférieure à celle des USA

Au classement mondial des Universités (Shanghai), si les établissements européens sont les plus représentés dans le Top 500, ils sont distancés sur le terrain de l'excellence par ceux d'Amérique qui dominent le Top 20

Les dépenses de R&D de l'UE-27 en pourcentage du PIB (1,8%) sont inférieures à celles des Etats-Unis du Japon, cet écart provenant en partie et en moyenne du faible niveau de dépenses privées consacrées à la R&D

Les performances de l'UE sont globalement inférieures à celles des USA et du Japon, aussi bien en matière de nouvelles technologies (dépenses et exportations) qu'en termes de nombre de brevets déposés

La compétitivité des économies européennes fait l'objet d'évaluations contrastées

La démographie de l'UE

Avec 1,5 enfants par femme, l'Union européenne est la zone de plus basse fécondité au monde.

Par rapport au reste du monde, l'Europe est vieillissante...

... mais le vieillissement de la population est une tendance qui devrait se généraliser au niveau mondial au cours du XXI^e siècle

L'UE se caractérise par une relative précocité de l'âge moyen du départ en retraite (60,9 ans en moyenne en 2005, hommes et femmes confondus), que le Conseil européen a demandé de faire progresser de 5 ans d'ici 2010

Dans la plupart des pays européens, les immigrés représentent une part croissante de la population en âge de travailler sur la période 1992-2004

La part des immigrés dans l'emploi qualifié augmente globalement dans les pays de l'UE, en particulier au Portugal, en Espagne et au Danemark

Parmi les pays de l'UE, les grands gagnants en matière de solde migratoire de personnes hautement qualifiées sont la Suède et la France, les grands perdants étant l'Irlande et la Pologne

La cohésion sociale de l'UE dans la mondialisation

Les pays européens sont en général moins inégalitaires que leurs autres compétiteurs dans la mondialisation

Les inégalités salariales tendent à progresser dans l'ensemble des pays de l'OCDE, y compris au sein de l'UE, sur la période allant de 1994 à 2005.

Dans les pays de l'UE, les inégalités de revenus des ménages évoluent de manière contrastée. Les pays du nord de l'Europe demeurent globalement les plus égalitaires.

L'importation de produits délocalisés génère des gains de pouvoir d'achat importants mais variables selon les pays de l'UE et de l'OCDE

Les délocalisations d'activités* vers l'extérieur représentent une part très limitée des pertes d'emploi constatées au sein de l'UE

L'impact des délocalisation sur les pertes d'emploi dans l'UE est non négligeable dans quelques secteurs économiques

Calculés en parité de pouvoir d'achat, les salaires minima varient de 1 à 7 dans l'UE-27

Le niveau moyen de dépenses sociales dans l'UE-25 est supérieur à celui des Etats-Unis. Il recouvre toutefois d'importantes disparités

Les Etats-Unis consacrent un pourcentage beaucoup plus élevé du PIB national aux dépenses de santé.

Dans l'UE-15, les modèles de protection sociale ont des performances très distinctes, en matière de taux d'emploi et de risque pauvreté notamment

Les perceptions de la mondialisation par les Européens

La majorité des Européens estime que la mondialisation a un effet plutôt positif dans la plupart des domaines, mais plutôt négatif en matière d'emploi et d'inégalités

Une large majorité des Européens (UE15) est favorable au développement de la mondialisation

Les Européens ont une perception très contrastée de l'impact de la mondialisation pour les entreprises et pour l'emploi, qu'ils considèrent en moyenne comme une menace (47%)

A l'exception des Néerlandais, tous les Européens (UE15) estiment majoritairement que davantage de règles sont nécessaires pour encadrer le développement de la mondialisation

La majorité des Européens estime que l'influence des institutions nationales et internationales sur le processus de mondialisation doit être accrue, de même que celle des associations et syndicats

Les Européens sont très divisés quant au niveau d'influence exercée par l'UE sur le processus de mondialisation, certains d'entre eux (dont les Français) souhaitant majoritairement qu'elle soit renforcé

L'idée selon laquelle l'UE n'est « ni trop protectionniste, ni trop libérale » prédomine dans la plupart des pays de l'U15, même si les Allemands sont partagés et les Néerlandais la juge « trop protectionniste »

L'exercice de barrières au commerce international suscite elle aussi des perceptions contrastées entre Européens, 66% des Français et 52% des Allemands y étant par exemple favorables et 48% des Italiens opposés

Les Européens ont une perception moins favorable de la concurrence que les Américains et les citoyens des pays émergents

L'UE et ses leviers d'action dans la mondialisation

Les chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE ont fixé à la Stratégie de Lisbonne trois objectifs chiffrés finaux, avant de la recentrer en 2005 sur les deux objectifs de « croissance et d'emploi »

Les chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE ont également défini une série d'objectifs chiffrés « intermédiaires » en matière de croissance et d'emploi

Le « programme communautaire de Lisbonne » adopté en juin 2005 recense les principales initiatives prévues par l'UE pour la période 2005-2008

L'évolution de la structure du budget communautaire vise notamment à lui permettre de mieux soutenir les objectifs économiques et sociaux de la Stratégie de Lisbonne

Les dépenses structurelles et agricoles du budget communautaire contribuent elles aussi au financement des projets de formation et de R&D privilégiés par la Stratégie de Lisbonne

Analyser l'ensemble des dépenses publiques européennes permet de constater que leur hiérarchie actuelle est à peu près en ligne avec les priorités de la Stratégie de Lisbonne

Le niveau des dépenses publiques européennes par rapport au PIB est inférieur à celui enregistré aux USA en matière de R&D, d'éducation et d'agriculture

L'UE régule davantage le marché des produits que les USA et le Japon, mais cette moyenne cache d'importantes disparités entre pays membres

Le niveau moyen des barrières au commerce et à l'investissement des pays de l'UE est comparable à celui pratiqué aux USA et inférieur au niveau moyen des pays de l'OCDE

L'UE appliquait en 2006 des tarifs douaniers moyens* bien supérieurs à ceux pratiqués par les USA mais inférieurs à ceux pratiqués par le Japon et la Chine

L'UE pratique une protection tarifaire très différenciée selon les produits, dont 26% entrent en franchise de droits de douanes et 9% sont soumis à des droits de douane supérieurs à 15%

L'UE 15 émet moins de gaz à effet de serre que les Etats-Unis mais doit encore réduire son niveau d'émission pour atteindre les objectifs qui lui sont assignés par le protocole de Kyoto

Centre d'analyse stratégique
18 rue de Martignac
75700 Paris cedex 07
Téléphone 01 45 56 51 00
www.strategie.gouv.fr

Contact : Caroline de JESSEY
01 42 75 61 37 – 06 21 80 35 63
caroline.de-jessey@strategie.gouv.fr